



**HAL**  
open science

## Les jeunes face au politique: pratiques et carrières : Introduction

Valérie Becquet, Vincent Tiberj

► **To cite this version:**

Valérie Becquet, Vincent Tiberj. Les jeunes face au politique: pratiques et carrières: Introduction. *Agora débats/jeunesses*, 2009, 2 (52), pp.67-73. 10.3917/agora.052.0067 . hal-03473753

**HAL Id: hal-03473753**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03473753>**

Submitted on 10 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

# Dossier

## Les jeunes face au politique 2<sup>e</sup> partie : pratiques et carrières

Un dossier coordonné par Valérie Becquet et Vincent Tiberj

# 68

*Introduction*

**Les organisations de jeunesse  
des partis politiques**

**Jeunes du Parti des travailleurs et crise  
du militantisme**

**Jeunes et « carrières publiques » en Égypte**

**Devenir professionnel de la politique**

# 136

*Pour en savoir plus*

**Bibliographie**

# Introduction

---

Valérie Becquet et Vincent Tiberj, coordonnateurs du dossier d'Agora débats/jeunesses n° 51, « Les jeunes face au politique – 1<sup>re</sup> partie : opinions et pratiques »

Après avoir examiné les contours de la « fabrique du citoyen » à partir de l'analyse de la socialisation politique des enfants et des jeunes, des rapports au politique et des pratiques qui en résultent, ce second dossier aborde une dimension complémentaire en s'intéressant à l'engagement politique des jeunes. L'examen de cette thématique est d'autant plus pertinent qu'elle apparaît dans le contexte actuel particulièrement marginalisée. Deux tendances concomitantes peuvent éclairer cette situation : le déplacement des engagements juvéniles vers d'autres types de mouvements ou d'organisations et l'émergence d'une action publique visant à développer la participation des jeunes. Ces tendances s'adosent toutes deux au constat d'une dégradation du rapport des jeunes au champ politique en général, et aux hommes et partis politiques en particulier.

En effet, il faut mener l'analyse au-delà de l'impression d'un faible engagement des jeunes et souligner que celui-ci se déplace vers les associations et les mouvements sociaux. Ce déplacement, qui ne concerne pas seulement les jeunes générations<sup>1</sup>, se repère en particulier dans les donées sur l'adhésion et le bénévolat associatifs et sur l'intérêt porté aux nouveaux mouvements sociaux, qu'il s'agisse par exemple des mouvements des « sans » ou des mouvements altermondialistes<sup>2</sup>. L'intérêt pour ces espaces d'action collective et l'investissement qu'ils génèrent se distingue de celui que suscitent les partis politiques et, plus globalement, le champ politique traditionnel. Ainsi, aux yeux des jeunes générations, tout semble les opposer. Les partis politiques ne sont pas perçus comme des lieux où s'apprend et se vit la citoyenneté et y militer n'est pas considéré comme une action importante pour « être un bon citoyen<sup>3</sup> ». De plus, les

1. BARTHÉLÉMY M., *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Presses de Sciences-Po, coll. « Collection académique », Paris, 2000.

2. Par exemple : AGRIKOLIANSKY E., SOMMIER I. (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, La Dispute, coll. « Pratiques politiques », Paris, 2005 ; PLEYERS G., « Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et politiques*, n° 51, Éditions Saint-Martin, Montréal (Canada), printemps 2004, pp. 123-134.

3. *Les jeunes et la citoyenneté*, sondage CSA/Aujourd'hui en France/France loisirs, réalisé en janvier 2000 auprès d'un échantillon national représentatif de 400 personnes âgées de 15 à 18 ans.

jeunes ne considèrent pas les partis politiques comme des acteurs du changement social et ont globalement peu confiance en eux : parmi les 16-25 ans, 65 % ont peu ou pas confiance dans les politiciens et 58 % dans les partis politiques<sup>4</sup>. Enfin, leur fonctionnement est perçu comme étant d'abord sous-tendu par des logiques d'alliances et de compromis qu'ils affectionnent peu, celles-ci étant orchestrées par des hommes à l'image quelque peu ternie<sup>5</sup>. En résultent, entre autres, une faible velléité d'adhésion à ces organisations et, dans les faits, un taux d'adhésion avoisinant les 2 %<sup>6</sup>. Or, les données issues des mêmes enquêtes montrent une image inversée des associations. Sur de nombreux plans, elles ont les faveurs des jeunes et suscitent un engouement qui peut paraître parfois éloigné de la réalité de leur fonctionnement quotidien. Cependant, bien que de la confiance forte dans les associations et des velléités de participation élevées ne résulte qu'un engagement effectif relatif, la représentation que se font les jeunes du champ associatif oriente leurs pratiques. Elle contribue aussi à disqualifier les organisations politiques traditionnelles. Les mouvements sociaux qui valorisent la société civile ou se présentent comme détachés des organisations politiques, alors que les liens sont souvent nettement plus complexes que les effets de présentation ne le laissent apparaître, et qui tentent de proposer d'autres modes d'action collective, bénéficient au passage de ce crédit accordé au champ associatif.

Par ailleurs, la structuration progressive d'une action publique européenne, nationale et locale dans le champ de la jeunesse, visant à développer la participation citoyenne des jeunes, modifie la place accordée aux organisations traditionnelles. En effet, en valorisant la logique de l'initiative individuelle ou collective à travers le développement de programmes de soutien aux projets des jeunes, et celle de la participation directe à la vie publique à travers, entre autres, la mise en place de forums et de conseils de jeunes, les pouvoirs publics ont contribué à légitimer auprès des jeunes d'autres modes d'intervention<sup>7</sup>. Or, ces démarches et les dispositifs qui en résultent ont été en partie définis en référence, d'une part, à la dégradation du rapport des jeunes au champ

4. MUXEL A., RIOU C., LE HAY V., *La participation des jeunes en France*, Centre de recherches politiques de Sciences-Po, Paris, 2005 ([www.cevipof.msh-paris.fr/publications/notes\\_etudes/XVI-NotesEtudes.pdf](http://www.cevipof.msh-paris.fr/publications/notes_etudes/XVI-NotesEtudes.pdf)).

5. MUXEL A., *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences-Po, coll. « Collection académique », Paris, 2001.

6. MUXEL A., CACQUAULT M., *Les jeunes d'Europe du Sud et la politique*, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », Paris, 2001.

7. BECQUET V., *La participation des jeunes à la vie publique locale en Europe*, INJEP, coll. « Jeunesse/éducation/territoires : cahiers de l'action », n° 2, Marly-le-Roi, 2005 ; LONCLE P., *Pourquoi faire participer les jeunes ? Expériences locales en Europe*, L'Harmattan, coll. « Débats jeunesse », Paris, 2008.

politique<sup>8</sup>, et, d'autre part, au fonctionnement des organisations traditionnelles – les partis politiques comme les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire – qui laisseraient peu de place aux jeunes générations. Ils ont également été présentés par leurs initiateurs comme des moyens de retisser des liens avec le monde politique et, en particulier, les élus. Ces dysfonctionnements ont permis de légitimer tout un ensemble d'instruments d'action publique, voire ont déplacé les engagements juvéniles vers d'autres espaces, sans pour autant toujours modifier les représentations du champ politique. De plus, dans le cas des dispositifs participatifs, les usages qui ont pu en être faits par les élus et les expériences qui en ont résulté ont pu avoir des effets inverses des objectifs affichés. D'ailleurs, et même si les connaissances sont plutôt parcellaires, les débouchés de ces primo-engagements de type participatif sont rarement tournés vers les organisations politiques<sup>9</sup>.

Ces deux mouvements parallèles conduisent à mettre de côté ce qui se trame dans ces organisations pour les jeunes qui décident de s'y engager. Certes, ils constituent une minorité mais, comme le souligne Anne Muxel, cela était déjà le cas dans les années 1960 alors que cette période est présentée comme un « âge d'or » de l'engagement politique<sup>10</sup>. De plus, derrière ce constat se cachent deux réalités qu'il convient de prendre en compte. D'une part, la proportion des jeunes qui adhèrent à un parti politique varie en fonction des groupes sociaux étudiés comme le montre, par exemple, une enquête réalisée auprès des étudiants de Sciences-Po de Paris. 8 % d'entre eux déclarent en effet être adhérents d'un parti politique<sup>11</sup>. D'autre part, les espaces d'engagement ne sont pas exclusifs les uns des autres. Les jeunes peuvent ainsi appartenir à plusieurs organisations, dont un parti politique. Cette multiappartenance se retrouve par exemple dans les mouvements étudiants et les mouvements altermondialistes<sup>12</sup>. La fréquentation d'organisations politiques conserve dans

8. Ce constat est illustré par leurs pratiques électorales et adossé à un discours plus général sur le « crise de la démocratie ». La mobilisation de cet argument pour légitimer les dispositifs participatifs ne concerne pas seulement les jeunes : BACQUÉ M.-H., REY H., SINTOMER Y., *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, La Découverte, coll. « Recherches », Paris, 2005.

9. ROSSINI N., *Les jeunes conseillers engagés dans la démocratie locale*, INJEP, Marly-le-Roi, 2003.

10. MUXEL A., *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences-Po, coll. « Collection académique », Paris, 2001.

11. MUXEL A. et al., *Les étudiants de Sciences-Po : leurs idées, leurs valeurs, leurs cultures politiques*, Presses de Sciences-Po, coll. « Collection académique », Paris, 2004.

12. AGRIKOLIANSKY E., SOMMIER I. (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, La Dispute, coll. « Pratiques politiques », Paris, 2005 ; LEGOIS J.-P., MONCHABLON A., MORDER R. (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Syllepse, coll. « Germe », Paris, 2007.

certains cas une légitimité et peut constituer une étape dans une carrière militante. Or, alors que le contexte actuel semble laisser croire que les jeunes ne souhaitent pas entrer en politique et qu'ils contournent les partis politiques, que sait-on de ceux qui franchissent le cap ? Que sait-on de leur profil, de leur activité, de leur expérience et de leur carrière ? « Peu de choses » serait une réponse relativement appropriée. Plusieurs travaux récents ont fait porter leur attention sur le militantisme juvénile dans les partis politiques, en particulier au Front national, dont l'attrait pour les jeunes générations a suscité de nombreuses interrogations<sup>13</sup>. Mais, au-delà des travaux historiques sur les partis politiques ou les organisations politiques de jeunesse, il semble que la réalité des carrières politiques des jeunes soit peu connue, qu'elles se circonscrivent au militantisme ou qu'elles se poursuivent par un mandat électif. En cela, les articles réunis dans ce dossier tentent modestement d'éclairer quelques dimensions de l'entrée des jeunes en politique.

La première est celle des « lieux » du politique, des espaces que vont investir les jeunes pour la pratiquer. Dans son article, Lucie Bargel revient sur l'institutionnalisation des groupes partisans dédiés à la jeunesse en s'intéressant au Mouvement des jeunes socialistes, constitué sous sa forme actuelle en 1993, et aux Jeunes populaires, créés en 2003. Ces organisations jouent un rôle important dans la construction des carrières politiques des jeunes et méritent en cela un intérêt particulier. Pour ce dossier, Lucie Bargel nous offre la possibilité de mieux comprendre comment ils se sont constitués et comment le référentiel « jeunesse » est mobilisé. À travers une analyse des choix opérés en termes d'accès, de fonctionnement et de positionnement à l'égard du parti politique de référence, elle attire notre attention sur les usages stratégiques de cette référence, à la fois comme adossement aux problématiques sociales d'une population et comme support de régulation des positionnements et des carrières politiques. La comparaison de ces deux lieux traditionnels d'engagement politique éclaire sur la « traduction partisane » de la catégorie de jeunesse, et sur la manière dont les deux partis politiques de référence, mais aussi les jeunes *leaders*, définissent la place des jeunes dans ces organisations.

Si, dans l'article de Lucie Bargel, l'espace politique est étudié d'un point de vue organisationnel, l'article de Daniella de Castro Rocha montre comment s'y construisent et s'y poursuivent des carrières militantes. En

13. Par exemple BOUMAZA M., *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, thèse de science politique, université de Strasbourg, 2002 ; CRÉPON S., *La nouvelle extrême droite : enquête sur les jeunes militants du Front national*, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », Paris, 2006.

effet, en s'intéressant aux carrières des jeunes militants des années 1970 et de ceux des années 2000 au Parti des travailleurs du Brésil, Daniella de Castro Rocha met en lumière la place du parti politique dans ces carrières. Point d'aboutissement d'un engagement multipositionnel pour la génération qui a participé à sa création, le Parti des travailleurs est pour la seconde génération la première organisation fréquentée. La question du lien entre les générations est d'ailleurs posée. En effet, malgré une proportion importante de jeunes parmi les actuels adhérents, la question de leur absence et de leur mobilisation est posée de manière récurrente par les dirigeants. Peut-être que, comme dans le cas des organisations étudiées par Lucie Bargel, la question de la construction de leur place et, par là même, de leur visibilité dans le champ politique reste difficile à orchestrer. Les articles d'Assia Boutaleb et de Sébastien Michon permettent d'appréhender différemment cette question des lieux. En étudiant la situation des jeunes Égyptiens, Assia Boutaleb nous invite à observer le rapport au politique dans un contexte autoritaire et à comprendre les manières dont les jeunes ne peuvent échapper au politique. S'il peut s'agir d'un parti politique et si des carrières politiques émergent, le cas égyptien laisse entrevoir que l'espace du politique est avant tout la vie quotidienne. Les carrières étudiées, que l'auteur désigne comme publiques pour mieux signifier la spécificité de leur inscription, montrent l'emprise du politique et les tactiques que déploient les jeunes pour s'en arranger. Dans un tout autre registre, Sébastien Michon montre que le travail, en l'occurrence celui de collaborateur politique, est pour des jeunes militants un débouché pour continuer à faire de la politique et en vivre. Passés par des organisations syndicales et politiques, ces jeunes font de leur activité professionnelle l'espace, probablement pas le seul, de la poursuite de leur engagement politique antérieur.

Ce repérage conduit directement aux deux autres dimensions présentes dans ces articles. L'entrée en politique des jeunes se structure à l'articulation des ressources dont ils disposent et des démarches qu'ils entreprennent ou des opportunités qu'ils rencontrent. Ainsi, en privilégiant une approche par les trajectoires ou les carrières, les auteurs s'attardent sur les étapes et les acteurs de la socialisation politique. Daniella de Castro Rocha met en lumière le fait que les deux générations de militants du Parti des travailleurs qu'elle compare n'ont pas été socialisées à l'identique et, surtout, que l'héritage politique familial n'est pas nécessairement ce qui a le plus structuré leur engagement politique. C'est du moins le cas de la première génération de militants, qui a été socialisée dans le cadre des mouvements estudiantins alors que la seconde a connu des parcours d'entrée en politique plus classiques, construits à l'articu-

lation des cercles familiaux et des réseaux sociaux. Cette différenciation des processus de socialisation éclaire également la manière dont l'entrée dans un parti politique est positionnée dans leur parcours. Pour la génération des fondateurs, elle s'inscrit dans une continuité et officialise des liens militants forts tissés auparavant alors que, pour la génération des années 2000, elle se présente comme une primo-expérience politique et traduit d'autres types de démarches à l'égard de l'organisation, oscillant entre clientélisme et militantisme. Les « carrières publiques » analysées par Assia Boutaleb attirent également l'attention sur la prégnance des réseaux sociaux sur les trajectoires des jeunes Égyptiens et leur caractère à la fois diversifié et imbriqué. Les manières dont les jeunes s'en saisissent ou les contournent dessinent leur circulation au sein de l'espace public et leur positionnement dans le champ politique. L'analyse de Sébastien Michon se situe à un autre moment du parcours des jeunes, puisqu'il tente de comprendre comment les jeunes militants se professionnalisent en politique en devenant collaborateur politique. Pour cela, il interroge les rôles respectifs de leurs ressources scolaires et militantes dans leur orientation vers cette activité. Passés par des organisations syndicales et politiques, ces jeunes militants sont dotés d'un fort capital politique qu'ils vont monnayer sur le marché des auxiliaires politiques. Sébastien Michon attire l'attention sur la valeur de ces compétences au regard de l'inégale légitimité des propriétés scolaires de ces militants. Mais, s'intéressant également à leur parcours, il montre que le passage de la position de militant à celui de professionnel s'opère à des moments particuliers et se présente comme un mode de régulation d'une situation personnelle peu satisfaisante.